

## 4.7. Structure organisationnelle et responsabilités

### Réunions au niveau national

- **avec le Gouvernement du Cameroun**, via le Ministère signataire de la Convention de Financement :
  - o réunions chargées de surveiller la bonne gouvernance (régularité des redditions de comptes, des diffusions transparentes des résultats et des réunions inclusives de gouvernance sur le terrain) et la bonne gestion de l'action (ressources diverses mobilisées de manière optimale) ;
  - o convoquées et présidées par l'UE ;
  - o avec les représentants de l'UE, du Ministère signataire de la Convention de Financement et de l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre, ainsi que le cas échéant des représentants d'autres Ministères impliqués ;
  - o au moins tous les ans (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires.
- **entre les partenaires européens impliqués dans la TEI au niveau de Yaoundé** :
  - o réunions chargées de surveiller la bonne coordination avec les autres projets inscrits par l'UE et ses pays membres dans le cadre de la TEI « Pacte vert et résilience dans le Septentrion au Cameroun » dite TEI Septentrion Vert ;
  - o convoquées et présidées par l'UE ;
  - o avec tous les représentants des organes de coopération des pays membres de l'UE impliqués dans la TEI Septentrion Vert, en particulier ceux de l'AFD; de GIZ et de KfW, ainsi que le cas échéant des représentants d'autres bailleurs et donateurs stratégiques (tels que la Banque Mondiale, la BAD etc.) ;
  - o au moins tous les ans (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires, si possible quelques jours avant la réunion avec les représentants Gouvernementaux.

### Réunions au niveau régional (Septentrion)

- **COMITE DE PILOTAGE (CoPil) du projet avec les autorités régionales** :
  - o comité chargé de surveiller la bonne mise en œuvre de l'action par le consortium (taux de réalisation des résultats attendus dans les cadres logiques, évolution des indicateurs et taux de décaissement) ; convoqué par l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre,
  - o présidé à tour de rôle par le gouverneur de l'Extrême-Nord, du Nord ou de l'Adamaoua, assisté des représentants mandatés de l'UE et du Ministère chargé de la Convention de Financement ;
  - o avec tous les membres des consortium de mise en œuvre, ainsi que les maires des Communes concernées, les Présidents des trois Conseils Régionaux,
  - o au moins tous les 12 mois (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires, et si possible la même semaine que d'autres CoPil de projets inscrits dans la TEI Septentrion Vert, par exemple les projets EcoNorCam et ABC-PADER.
- **Comité de Coordination inter-projets avec les partenaires européens impliqués dans la TEI dans le Septentrion**, :
  - o comité chargé de surveiller la bonne coordination de l'action avec les autres projets de la TEI Septentrion Vert ;
  - o convoqué par l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre, présidé par un représentant mandaté de l'UE ;
  - o avec tous les membres des consortium de mise en œuvre avec les représentants de tous les projets inscrits dans le cadre de la TEI Septentrion Vert,
  - o tous les 12 mois (si besoin à distance) après réception des rapports semestriels techniques et financiers intermédiaires, si possible quelques jours avant le CoPil et en même temps que le Comité de Coordination inter-projets prévu dans EcoNorCam.

### Réunions des consortiums de mise en œuvre

- **Réunions de gouvernance du ou des consortiums de l'action** :
  - o réunions chargées de garantir la bonne gestion du projet et la bonne coordination des membres du consortium ;
  - o convoquées par un représentant de l'organisation dirigeant le consortium de mise en œuvre, et présidées à tour de rôle par un représentant d'une autre organisation membre du consortium de mise en œuvre ;
  - o avec tous les représentants des organisations membres du ou des consortium de mise en œuvre;
  - o au moins tous les 6 mois (si besoin à distance) après réception du rapport semestriel technique et financier intermédiaires.